

## L'entrepreneur et l'économie

### La Croissance

Roger E. Khayat

Certains considèrent la croissance comme l'élément centrale de la science économique. Tout ce qu'on entreprend au niveau des politiques publiques est en fonction de la croissance. Chaque période de l'histoire économique est analysée en termes de croissance ; chaque phénomène est estimé en fonction de son implication sur la croissance.

La croissance est le rapport de deux années consécutives du PIB<sup>1</sup> de la nation, généralement identifiée par *g "growth"*. Pour calculer la croissance réelle on tient compte de l'inflation et l'on calcule le rapport entre deux PIB à "prix constants".

Si l'on ajoute les revenus des résidents, de l'étranger, et l'on retranche ceux de l'étranger, dans le pays, on obtient le PNB "Produit National Brut". "Le Produit National Net – PNN" s'obtient en retranchant du PNB l'amortissement des facteurs de production durant l'année considérée. Le PNN correspond au "Revenu National – RN". Suivant le cas l'une ou l'autre des notions est utilisée par les auteurs.

La première approche analytique du PNB a été effectuée par Karl Marx

$$\text{PNB} = c + s + v$$

c : constante ; s : surplus ; v : fonds des salaires.

Les biens ont une valeur d'échange et une valeur d'usage.

La définition moderne du PNB s'applique<sup>2</sup>. Le prix du marché est fonction de la "valeur d'usage". Elle reflète la "propension à consommer" et oscille autour de la "valeur d'échange" en fonction de l'offre et de la demande. La différence entre la valeur d'usage et la valeur d'échange laisse un surplus, qui n'est rien d'autre qu'un pourcentage capté sur les salaires. Ce surplus est d'autant plus important que l'entreprise de production et/ou surtout le circuit de distribution a le moyen de gérer l'offre des biens et services. La constante c indique l'état du capital technique et valorise le travail.

---

<sup>1</sup> Produit Intérieur Brut : Ensemble des biens et services produit à l'intérieur de la nation durant une année entière, évalués au prix du marché.

<sup>2</sup> PNB = PIB +/- Revenus extérieur

La valeur d'échange est la "quantité de travail" nécessitée par l'ouvrage. La valeur d'usage correspond au prix du marché.

Le Produit National Brut est donc formé de l'ensemble des salaires, des revenus de capitaux et du surplus que prélève l'entreprise.

Au 20e siècle l'activité dominante fut l'industrie. Les états avancés devenaient les "états industriels". Les entreprises avaient tendance à devenir gigantesques pour bénéficier des économies d'échelle, de l'extension des investissements et surtout de l'influence sur le marché que prodigue la masse. Galbraith pensait que les PME disparaîtraient bientôt au profit de la grande entreprise<sup>3</sup>. Au contraire, elles n'ont fait que prendre de l'importance dans la seconde moitié du 20e siècle et le début du 21e et représentent environ 70% de la production nationale dans les pays industriels.

Les pays qui ont tôt profité du machinisme se sont retrouvés dans le lot des pays avancés. Mais les colonisateurs aussi ; quoique ce sont en principe les mêmes. Le 20e siècle a vu des pays entièrement détruit se reconstruire tels l'Allemagne et le Japon. Et des pays qui se sont sortis d'une façon magique du sous-développement tel Singapour. Ce ne fut pas une mince affaire de relever une économie aussi profonde que la Chine ; non plus que celle des Indes aujourd'hui. Le facteur commun de l'émergence est le savoir-faire.

Le "carré magique" de Nicolas Kaldor attribue la prospérité d'un pays à 4 facteurs essentiels : La croissance économique, le plein emploi, l'équilibre du commerce extérieur, et la stabilité des prix. La représentation sur les côtés d'un losange de ces données suffit à déterminer la santé de la nation. L'expansion figurant la prospérité, et à l'inverse, la rétraction figurant le recul de l'économie.

La plupart des économistes se sont penchés sur la croissance : Hicks, Arrow, Kahn<sup>4</sup>, Harrod<sup>5</sup>, Dommar<sup>6</sup>, Lewis<sup>7</sup>, et bien d'autres.

Solow a dominé son temps avec le concept de "Productivité Totale des Facteurs"<sup>8</sup>. La définition qu'il en donne "TFP : La mesure de notre ignorance". Toutefois si nous ne pouvons donner une définition exacte, elle n'en existe pas moins, et détermine la productivité d'une nation. Nous pouvons imaginer qu'elle englobe la population active, le capital technique, et surtout, une notion difficilement saisissable, la rationalisation des facteurs. Le progrès technique occupe la plus grande place. L'essentiel est qu'il se traduise dans la performance du facteur humain plutôt que dans l'étendue des investissements<sup>9</sup>. La

---

<sup>3</sup> John Kenneth Galbraith *"The Industrial State"* 1967

<sup>4</sup> Herman Kahn *"The emerging superstate"* 1969

<sup>5</sup> Sir Roy Harrod *"Harrod-Dommar Growth Model"*

<sup>6</sup> Evsey Dommar idem

<sup>7</sup> Sir Arthur Lewis *"The Theory of Economic Growth"*, Prix Nobel 1979

<sup>8</sup> Robert Solow *"Total Factor Productivity – TFP"* Prix Nobel 1987

<sup>9</sup> "Capital deepening instead of widening"

rationalisation du facteur capital est critique, Solow adhère à la loi des “rendements décroissants<sup>10</sup>” et à terme l’amortissement du capital risque de neutraliser son développement.

### L’emploi et la croissance

Le point d’orgue de la croissance est sa relation avec l’emploi. La loi d’Okun<sup>11</sup> stipule que 2% de croissance baissent le chômage de 1%. Il y a peu de lois en économies, elles sont supposées représenter des théories incontestables largement admises. Pourtant elle a été perturbée par la stagflation de la fin des années 70. Les Etats Unis ont connu à ce moment à la fois une inflation et un chômage élevé suivis d’une longue période de croissance qui s’est étendue jusqu’en 1990 et au cours de laquelle le chômage et l’inflation se sont résorbés graduellement.

On lui doit aussi le principe des deux trimestres consécutifs où la croissance positive signifie la fin de la récession. L’Europe s’est accroché à ce principe après la crise de 2010 pour revenir à l’orthodoxie monétaire et contrôler l’expansion de la masse en l’absence d’inflation. Les facilités octroyés pour soutenir l’économie au plus fort de la crise importée des Etats Unis semblaient un retour inconditionnel à un keynésianisme qui sentait le souffre pour les dirigeants des banques centrales européennes. Le prix fut un maintien d’un chômage à deux chiffres pendant toute la décennie dans la plupart des pays d’Europe.

L’exemple opposé fut celui de l’Union Soviétique à la veille des troubles qui ont emporté le régime communiste. L’Etat avait mis à la production industrielle des masses de paysans pour relancer les produits de consommation durable sans priver l’industrie militaire de ses ressources. Le standard de vie ne s’est pas amélioré, au contraire la productivité s’est effondrée.

En conclusion l’emploi est certainement la clé de la croissance à condition qu’il soit conjugué à la qualification et surtout à l’organisation rationnelle du travail.

### Le Développement

Le PIB et ses ramifications ne sont plus considérés aujourd’hui comme le fondement de la croissance et la voie du développement ; d’autres valeurs se sont imposées ayant surtout trait à la conservation de l’environnement et aux valeurs humaines et sociales. Le rapport de la commission Stiglitz, mandaté par le Président de la République en France, à l’époque Nicolas Sarkozy, est probablement le document officiel le plus complet pour la détermination des objectifs de croissance et de développement de l’Etat et des éléments que devrait refléter le PIB.

---

<sup>10</sup> La loi des rendements décroissants a été énoncée pour la première fois par Turgot et développée par Ricardo

<sup>11</sup> Sir Arthur Okun “Tradeoff between Unemployment and Growth”

Le professeur Sen<sup>12</sup>, qui conseillait la Commission, soutient que la croissance ne résout pas automatiquement les problèmes du sous-développement que ça soit la malnutrition ou l'analphabétisme ou la déficience sanitaire. Il faut prendre le problème à bras le corps et créer les conditions politique pour assurer un développement harmonieux. Le PIB est loin d'exprimer le niveau de satisfaction de la population. Il propose l'adoption d'un nouvel instrument de mesure "l'indice de développement humain – IDH"

Les "Objectifs du développement durable – SDG"<sup>13</sup> adoptés en 2015 par les Nations Unies rappellent que le but premier de l'économie est l'amélioration des conditions de vie de la société. Comme on l'a vu la croissance ne se traduit pas automatiquement en développement, alors que le développement nécessite impérativement la croissance.

La plupart des sociétés internationales de conseil ont un département spécialisé dans le développement et s'activent avec plus ou moins de bonheur sur les terrains laissés en friche par les agences internationales, le UNIDO et autres. "Monitor" en particulier s'est spécialisé dans le développement des PVD sous la férule de son fondateur le professeur Michael Porter. Plus de cinquante pays ont adopté son modèle de développement.

Ce n'est certes pas assez. Tant que la misère existe avec son lot de malnutrition, analphabétisme et carence médicale, l'économie a raté son objectif.

### Le savoir faire

C'est le facteur commun aux pays qui ont connu une forte croissance. Le "savoir-faire" commence par l'éducation. Un enseignement de qualité et gratuit est le pilier principal de la "productivité totale des facteurs". Il n'est pas étonnant que les pays avancés aient aussi l'enseignement le plus avancé et les universités les plus prestigieuses. Un japonais de mes amis à qui sa société proposait un poste très intéressant à l'étranger s'est vu devoir refuser ; car me dit-il mes enfants qui sont encore dans le complémentaire ne pourront pas suivre l'université au Japon une fois de retour.

L'éducation ne devrait être jamais loin de la vie active et l'université en rapport avec les organisations économique. Un effort particulier de prospective doit dévoiler le futur bien avant que les secteurs économiques ne se lancent dans la voie. La principale donnée des temps moderne à observer est l'intelligence artificielle qui va de plus en plus rendre caduques un certain nombre d'activités. Par contre elle peut en créer d'autres taillées à la mesure humaine.

De nouvelles techniques vont naître qui demandent de nouvelles formes d'adaptation. L'école technique ne va pas disparaître mais peut connaître une profonde transformation.

---

<sup>12</sup> Amartya Sen, Prix Nobel d'économie en 1998

<sup>13</sup> "Sustainable Development Goals – SDG" 17 objectifs élaborés par les Nations Unies pour la période 2015 – 2030 suite aux 10 " Objectifs de développement du Millénaire" 2000 – 2015 qui ont été flétris un peu partout dans le monde à cause de la crise mondiale à partir de 2008.

Elle doit être préparée à assurer les formations et des mises à jour tout au long de la vie professionnelle des travailleurs. Peut être est-ce le domaine éducatif ou l'internet et les vidéo-conférences vont rendre le plus de service.

### Le développement humain

Quand on pose la croissance on doit nécessairement considérer son but final, le "développement inclusif", qui couvre l'ensemble du pays et inclut les couches les plus défavorisées de la population. On est encore plus précis quand on parle de "développement humain" qui doit représenter le but final de l'organisation économique. Et si on peut se permettre de rêver le développement humain ne doit pas s'exercer dans le cadre de la nation seulement mais concerner l'ensemble de l'humanité.

Sur le plan national l'on doit non seulement considérer le filet de sécurité social qu'attend la population mais aussi l'éventail des salaires de sorte que le pays connaisse le plus d'équilibre possible dans les revenus à condition de ne pas limiter la liberté d'entreprendre. Cette tendance n'est pas seulement socialement souhaitable elle est économiquement bénéfique "l'équilibre est le plus efficace des systèmes – tout système efficace mène à l'équilibre – Maurice Allais".

La politique fiscale doit agir dans les deux sens, exiger une déclaration de tous les résidents majeurs, appliquer une taxe progressive aux revenus élevés et compenser les revenus au-dessous d'une certaine limite permettant une vie décente que doit pouvoir se permettre tout citoyen de la nation.

### Les dérives

Vers le milieu du siècle passé le Club de Rome avait plaidé, sans avoir gain de cause, la "croissance zéro" pour un ensemble de raisons. L'être humain a surtout besoin de stabilité l'amélioration de sa condition à partir d'un niveau socialement acceptable ne présente pas un avantage, au contraire parfois elle le déstabilise ; la croissance est gourmande d'énergie et affecte la couche d'ozone en plus d'un impacte souvent négatif sur la nature ; enfin elle entraîne un supplément de gaspillage. Il suffit que la croissance économique soit dans les limites de la croissance démographique pour assurer une parfaite stabilité sociale et permettre un meilleur équilibre biologique.

La croissance est souhaitée pour deux raisons majeures, en plus de la tendance naturelle de l'homme à vouloir améliorer son sort quelque soit sa situation. La première est que la croissance est indispensable pour extraire les couches les plus faibles de la population de la misère à condition qu'elle soit affectée à cet objectif et non à celui d'enrichir les plus riches (c'est le domaine de la politique fiscale). La deuxième est que l'économie de marché qui a permis le plus grand progrès social est une dynamique de croissance et l'objectif "zéro" est illusoire ; la société va évoluer ou rétrograder.

### Rationalisation de la production

A ce jour c'est l'industrie qui fait la différence entre les pays en voie de développement et les pays industriels. Il ne s'agit pas simplement du produit des usines mais de toute transformation par le travail du produit et/ou du service mis à disposition. Ainsi l'on parle de l'industrie hôtelière ou de l'industrie du bâtiment.

Pour revenir aux critères de développement énoncés par Kaldor, il en est un qui dépend de l'étranger "l'équilibre du commerce extérieur". En effet cet équilibre représente le principal pilier de l'emploi dans le pays. Le déficit du commerce extérieur signifie que le pays acquiert des biens et services de l'étranger sans contrepartie de la production nationale et supporte de ce fait un chômage élevé.

Une politique industrielle cohérente doit prévoir une protection suffisante le temps d'acquérir une "productivité totale des facteurs" suffisante pour équilibrer le commerce extérieur. Malheureusement l'expérience montre que les pays qui ne retrouvent jamais une productivité suffisante sont nombreux ; mais on ne peut donner une solution à un faux problème, ouvrir leur marché équivaldrait à augmenter sensiblement la misère de leur population.

### Les outils du progrès

Pour les pays en voie de développement l'investissement direct étranger, les fusions-acquisitions, sont autant de raccourcis vers le progrès. Les pays avancés généralement attirés par les salaires bas des PVD apportent leur technologie et transforment d'abord le produit et/ou le service en qualité valable à l'international ; ensuite le pays se voit élevé en "pays émergent"

Les "investissements croisés" permettent de réaliser des fusions utiles sans bourse délier. L'entreprise A acquiert des titres de l'entreprise B et lui cède en contrepartie ses propres titres. Plusieurs avantages sont à la clé : Optimisation de la direction et des départements fonctionnels ; expansion du marché chacune des deux entreprises mettant son marché au service de l'autre ; amélioration de certains produits ; gains de productivité. Etc...

Ajouter que ces fusions-acquisitions servent la tendance actuelle à se positionner près du marché, et que l'évolution technologique a ravi l'avantage des grandes séries.

Conjoncturellement ce mouvement répond à un retrait de la tendance généralisée à l'ouverture des économies qui va durer quelques années. L'enrichissement des populations favorise également la qualité et la spécificité des produits et services ; et là il s'agit d'une tendance à long terme.

### Politique de développement

Au début une politique de développements exige un certain sacrifice mais l'investissement offre des avantages indéniables dans le temps. Ainsi l'économie de temps réalisée grâce à une autostrade est appréciable mais il aura fallu dépenser, et par conséquent payer l'impôt, pendant des années avant d'en profiter.

Le budget de l'État doit prévoir une rubrique investissement pour l'édification et la maintenance de l'infrastructure nécessaire pour améliorer les conditions de vie et de travail de la population. Cette rubrique ne devrait pas causer de déficit au budget. Par contre les investissements à caractère économique et qui prévoient des rentrées suffisantes sur une période de temps raisonnable doivent être financés par l'emprunt pour ne pas priver la nation de réalisations utiles et intéressant l'ensemble de la population et non seulement les usagers.

Il faut surtout réaliser un climat favorable à l'investissement. La Banque Mondiale publie un fascicule "Doing Business in ....." qui décrit la difficulté d'investir dans les divers pays, et c'est seulement les plus performants qui réussissent à attirer les IDEs sans avoir à leur donner des conditions spéciales qui les intéressent de moins en moins et qui rendent l'investissement de moins en moins intéressant.